

La Presse, 23 mars 2011, page A11



DOSSIERS MÉDICAUX

L'informatisation devrait être terminée dans cinq ans

LOUISE LEDUC

Dans cinq ans, l'informatisation des dossiers médicaux – projet que d'aucuns croyaient moribond – devrait être terminée. Désormais, c'est la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) qui en assurera la direction, a indiqué hier en conférence de presse Yves Bolduc, ministre de la Santé et des Services sociaux.

Tout devait être terminé en 2010, mais il faudra cinq ans de plus. Le ministre Bolduc explique qu'on a été trop ambitieux au départ: «Une date avait été donnée en 2006, mais l'échéancier réaliste (pour un tel projet) est de 5 à 10 ans.»

Le ministre Bolduc a ajouté que le projet respectera le budget fixé, soit 563 millions – 303 millions d'Ottawa et 260 millions de Québec.

Si la mise en œuvre du projet est maintenant confiée à la RAMQ, est-ce en raison des critiques du vérificateur général, qui s'était inquiété d'un appel d'offres jugé vicié à la suite duquel le contrat avait été attribué à Bell xwave? Le ministre a répondu sèchement que la RAMQ «est la meilleure gestionnaire du Québec, voire du Canada, voire de l'Amérique du Nord,

pour gérer une grande banque de données».

En conférence de presse, le ministre Bolduc a déclaré que 3500 des 6000 praticiens membres d'un groupe de médecine familiale ont maintenant accès à des dossiers informatisés, tout comme les médecins du

CHUM, du Centre universitaire de santé McGill et du grand hôpital de Sherbrooke (CHUS).

Le ministre a cependant affirmé que même quand ils y ont accès, tous n'y ont pas recours, parce que cela suppose un changement dans leurs méthodes de travail.

Diffusion limitée

Joint par téléphone, le D' Louis Godin, président de la Fédération des omnipraticiens du Québec, a corrigé le ministre là-dessus: selon lui, le nombre de médecins qui disposent de réels dossiers électroniques, jusqu'ici, ne dépasse pas quel-

ques centaines. Pour l'heure, dit-il, même ceux qui ont la «coquille» du système n'ont accès qu'à une information extrêmement parcellaire. Par exemple, si M^{me} Tremblay a eu une radiographie, le médecin le verra à l'ordinateur, verra le résultat, mais il ne verra pas grand-chose d'autre – pas de notes de médecin, notamment.

Au mieux, donc, «les médecins doivent à la fois travailler avec le dossier papier et le dossier informatique», dit le D' Godin, qui se réjouit cependant que le projet soit toujours bien vivant.

Même son de cloche du côté du D' Charles Bernard, président du Collège des médecins. Le projet a longtemps été sur une voie d'évitement, a-t-il souligné. «Il est heureux que le dossier semble maintenant bel et bien réactivé et que sa gouvernance ait été resserrée (avec l'arrivée de la Régie de l'assurance maladie du Québec).»

L'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS), elle, se montre plus critique et espère qu'il s'agit «du dernier report» dans l'échéancier.

À l'instar du vérificateur général du Québec, l'APTS doute que le budget initial soit respecté: «Avec ses dépassements de coûts et l'attribution de contrats douteux, dit sa présidente, Dominique Verreault, le Dossier de santé du Québec est

en voie de devenir un nouveau CHUM. Le gouvernement doit absolument reprendre la direction du budget et de l'échéancier avant qu'il ne soit trop tard. En ce sens, la décision de confier à la Régie de l'assurance maladie du Québec la gestion du DSQ est une bonne nouvelle.»

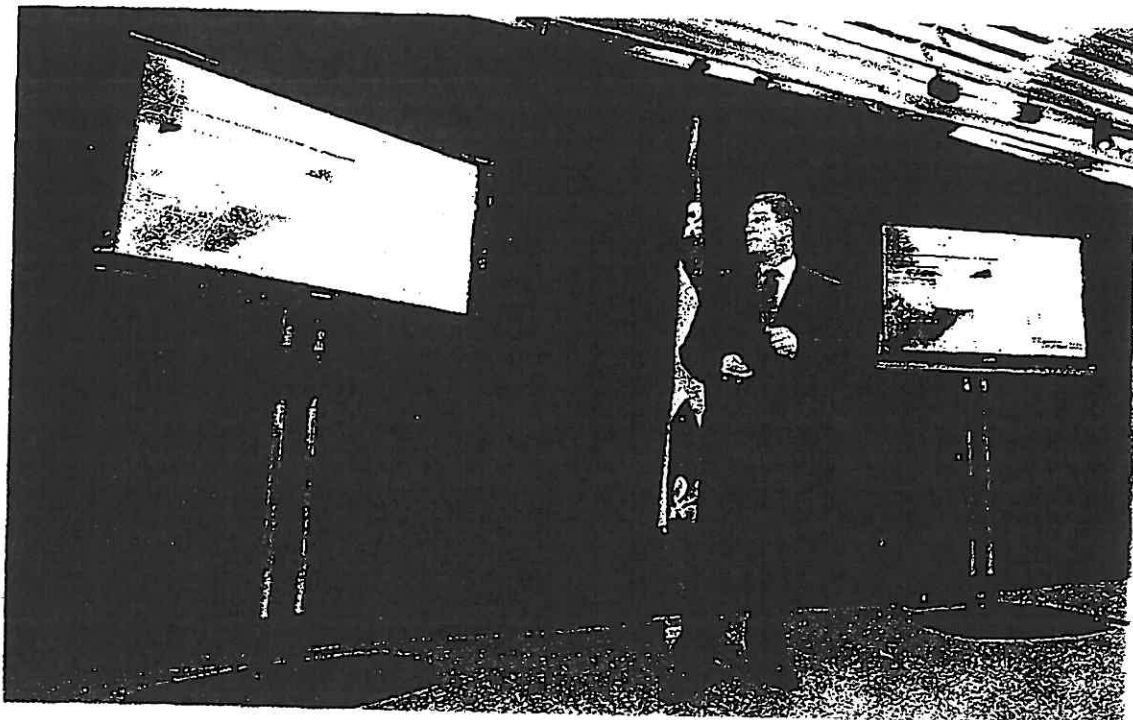


PHOTO MARCO CAMPANOZZI, LA PRESSE

Le ministre de la Santé, Yves Bolduc, a affirmé hier que le projet d'informatisation des dossiers médicaux respectera le budget fixé, soit 563 millions – 303 millions d'Ottawa et 260 millions de Québec.